

**ECO & FINANCES**  
Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

QUOTIDIEN  
ECONOMIQUE  
DU TOGO

Construction de l'Autoroute du corridor Abidjan – Lagos

La CEDEAO et la BAD organisent la  
1ère Table ronde des Institutions  
financières de Développement (IFD)

P.6

Sacré **N° 1** de la  
**Presse écrite** par  
**Togo Médias Awards**

Site web: [www.ecoetfinances.com](http://www.ecoetfinances.com)

Prix: 300F cfa

JOURNAL des entrepreneurs

# ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



P.4

5ÈME ÉDITION DU FORUM  
POUR LA RÉSILIENCE EN  
AFRIQUE (ARF)

**L'événement  
tiendra ses  
promesses du 03 au  
05 octobre 2023**



P.2

PROJET D'AIDE ALIMEN-  
TAIRE KENNEDY ROUND

**Le Japon appuie  
le Togo avec 250  
millions de Yens**



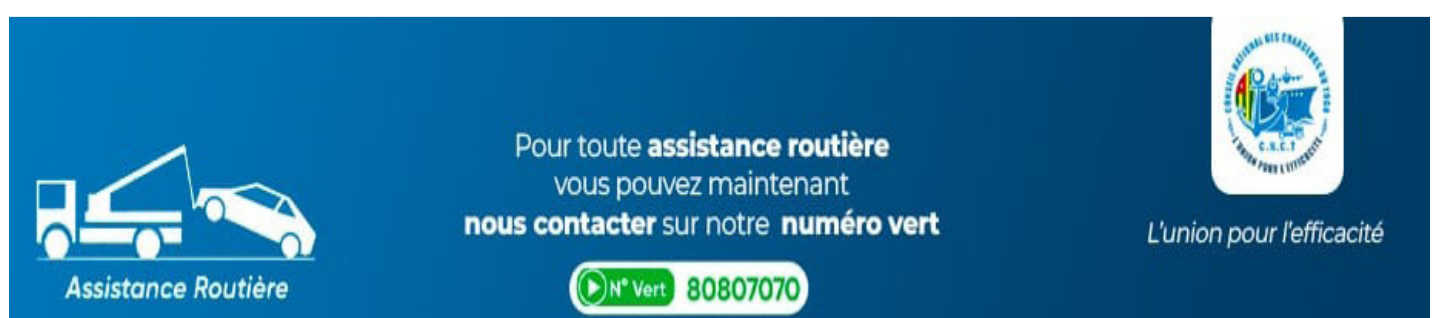
**Appui budgétaire**

page 3

## La Banque mondiale et le Togo signent deux accords de finance- ment de plus de 100 milliards FCFA

Le ministre de l'économie et des  
finances, Sani Yaya, et le représentant  
résidant de la Banque mondiale,  
Fily Sissoko ont procédé le mardi 26

Septembre 2023 à Lomé, à la signature  
d'une convention d'appui budgétaire  
de la Banque mondiale pour le Togo.



Projet d'aide alimentaire Kennedy Round

# Le Japon appuie le Togo avec 250 millions de Yens

Le ministre de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural, Antoine Lékpa Gbégbéni et l'ambassadeur du Japon au Togo, Ikkatai Katsuya, ont procédé le lundi 25 septembre à Lomé, à la signature d'une convention de don d'un montant de 250 millions de Yens, soit environ un milliard de FCFA.

Patience SALLAH

Dans le cadre du projet d'aide alimentaire Kennedy Round (KR), le Togo va une nouvelle fois bénéficier de l'appui japonais à travers la signature d'une convention de don d'un montant de 250 millions de Yens, soit environ un milliard de FCFA pour l'acquisition d'une quantité de 3600 tonnes de riz qui arrivera dans le mois de décembre prochain. Cette quantité de riz sera déversée sur le marché togolais à un prix raisonnable. Les recettes de la vente constitueront un fonds de contrepartie, qui servira à financer divers



projets de développement socio-économique dans les domaines notamment de l'agriculture et de l'éducation. « L'importance de cette aide alimentaire des projets KR dans la vie économique, sociale et alimentaire de nos

populations n'est plus à démontrer. C'est pourquoi, nous voulons, une fois encore, nous réjouir de la poursuite de cette aide alimentaire, et surtout du renforcement de ce programme », a déclaré le ministre Lékpa Gbégbéni.

Selon l'officiel togolais, les fonds de contrepartie de KR 2018, 2019 et 2020, vont financer l'exécution du projet d'appui à la promotion de la mécanisation agricole au Togo. Notons que de 2008 à 2022, le

Togo a bénéficié de treize projets KR, soit une enveloppe financière évaluée à environ 20 milliards de FCFA pour un volume total de 100.551 tonnes de céréales.

Société

## 71 % de taux de desserte en eau potable dans le Grand Lomé

En vue facilité l'accès à l'eau sur toute l'étendue du territoire togolais, le gouvernement s'engage dans des projets variés.

S'étalant sur une superficie de 425,6 km<sup>2</sup>, le Grand Lomé comprend 13 communes et est la ville la plus peuplée du Togo, avec une population estimée à 2 362 366 habitants en 2020, soit 24 % de la population nationale. C'est une partie du pays où la démographie est galopante.

En matière d'eau, le budget de l'État, exercice 2022, a dédié 23 milliards de francs à la chose, 17 milliards en 2021 et 25 milliards de francs CFA en 2023, dans la Loi des finances. Pour atteindre la couverture universelle d'ici à 2030 et le taux de desserte de 85 % à l'horizon 2025, le pays exé-

cute le Plan national de dotation en eau potable. Sans oublier le Plan directeur de l'eau pour le Grand Lomé pour mieux répondre à la demande dans la capitale et ses périphéries... Sur la période 2005-2019, 221 mini-adductions ont été réalisées en milieu semi-urbain (Maritime et Plateaux surtout). De 23, la Société togolaise des eaux (TdE) est passée à 53 agences sur l'étendue du territoire ; le coût du bran-

chement au réseau d'eau potable urbain est passé de 100 000 à 75 000 francs CFA ; et à 25 000 francs en période de Covid-19. On peut faire cette conclusion face aux données dévoilées en août 2023 par le ministère de l'Eau et de l'Hydraulique villageoise, qui reconnaît un « bond de chiffres impressionnant ». Il précise que le taux de desserte en eau potable fin 2022 sur le plan national est de

67 %. Dans le Grand Lomé, il est établi à 71 %, et 70 % dans la zone urbaine. En ce qui concerne les milieux semi urbains, le résultat affiche un taux de desserte de 54 %, puis en zone rurale, les pouvoirs publics parlent de 72 %. Précédemment, on indiquait que le taux de desserte était de 68 % dans les milieux ruraux et de 58 % dans les zones urbaines. La différence est là.

**ECO & FINANCES**

Quotidien Economique du Togo- REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: ecofinances.infos@gmail.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO &amp; FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: www.ecoetfinances.com

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'ecole cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

**Directeur de publication**Komlan KPATIDE  
00228 90 05 05 08**Rédacteur en Chef**Bernard D. AFAWOUBO  
00228 90 90 49 83**Rédacteurs**Keziah KPATIDE  
Patience SALLAH  
Yves ATCHANOUVI  
Kodji GATOR JOE**Direction Commerciale**

00228 97 25 84 84

**Graphiste**Stan AZIATO  
91 77 02 74**Imprimerie**ECO & FINANCES  
Tirage: 3000

Appui budgétaire

# La Banque mondiale et le Togo signent deux accords de financement de plus de 100 milliards FCFA

*Le ministre de l'économie et des finances, Sani Yaya, et le représentant résident de la Banque mondiale, Fily Sissoko ont procédé le mardi 26 Septembre 2023 à Lomé, à la signature d'une convention d'appui budgétaire de la Banque mondiale pour le Togo.*

**Bernard AFAWOUBO**

**P**ortant sur deux volets, ces appuis traduisent l'excellente relation de coopération qui existe entre le Togo et la Banque mondiale.

Accordé par l'Association Internationale de Développement (IDA) donc la Banque Mondiale pour soutenir le Programme d'Appui au financement de politique de développement durable et inclusif du Togo, le premier accord est un financement à des conditions extra-concessionnelles de 150 millions de dollars soit 93 milliards de francs CFA sous forme d'appui budgétaire.

Selon le ministre de l'économie et des finances, Sani Yaya, depuis une dizaine d'années, le Togo est en pleine transformation et malgré le triple choc, sanitaire, inflationniste et sécuritaire que la population a subi et subit encore pour le choc sécuritaire, le pays a gardé le cap, grâce à l'engagement politique du Chef de l'Etat, de l'ensemble du gouvernement, grâce aux réformes courageuses et grâce à la résilience de notre économie.

« Avec le présent accord de financement de la Banque mondiale qui porte donc sur

93 milliards de Francs CFA nous poursuivons la mise en œuvre du programme d'Appui au financement de politique de développement durable et inclusif qui s'inscrit pleinement dans la vision de la Feuille de Route Gouvernementale Togo 2025, qui aspire à construire "un Togo en Paix, une nation moderne avec une croissance économique inclusive et durable" » a-t-il déclaré.

Le programme d'appui budgétaire objet du présent financement est structuré autour de trois piliers très concrets, en cohérence avec les objectifs de développement et l'ambition du Chef de l'Etat, Faure Essozimna GNASSINGBE, de faire du Togo un pays émergent à l'horizon 2030.

Le pilier 1, qui consiste à promouvoir l'agriculture durable, l'électricité rurale et l'atténuation du changement climatique, vise à faire de l'agriculture un moteur de croissance et de création d'emplois ; atteindre l'accès universel à l'électricité ; et accélérer la transition vers une économie plus résiliente aux changements climatiques.

« Les réformes engagées dans ce cadre ont contribué à augmenter le rendement des



cultures et l'accès aux terres agricoles pour les femmes dans les Zones d'Aménagement Agricole Planifiées (ZAAP), à améliorer l'accès à l'électricité pour les populations rurales, à accroître la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité et à attirer de nouveaux investissements dans des projets d'adaptation et d'atténuation du changement climatique » indique Sani Yaya, ministre de l'économie et des finances.

L'objectif du deuxième pilier, est de renforcer le capital humain et la résilience aux chocs. Il s'aligne sur l'ambition du Gouvernement d'améliorer l'accès aux services publics pour tous avec un accent particulier sur l'amélioration de la qualité de la protection sociale, de l'éducation et de l'égalité des sexes.

A en croire le ministre Sani

Yaya, les réformes mis en œuvre ou en cours de mise en œuvre à cet effet, ont permis d'élargir la couverture des programmes de protection sociale, d'assurer une meilleure adéquation entre la répartition des enseignants et le nombre d'étudiants par école, d'améliorer l'alphabetisation des élèves dans les zones mal desservies et l'accompagnement des victimes de violences basées sur le genre.

En ce qui concerne le pilier 3, qui ambitionne de créer l'espace budgétaire nécessaire pour les dépenses prioritaires, appuie l'objectif du Gouvernement d'assurer la viabilité budgétaire et d'améliorer les services publics.

« Les réformes de ce pilier permettront de soutenir la mobilisation des recettes par la rationalisation des dépenses fiscales et de prévoir l'évaluation systématique

des risques de crédits associés aux garanties publiques et prêts rétrocédés et vous l'avez souligné ce sera l'objet du prochain programme de l'appui budgétaire l'année prochaine » a laissé entendre Sani Yaya, ministre de l'économie et des finances.

Le deuxième accord porte sur un montant de 20 millions de dollars soit 12,4 milliards de francs CFA pour un financement additionnel concernant la phase 1 du programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'ouest.

Il s'agit donc d'un programme régional dont les composantes sont entre autres le renforcement du système d'information et de suivi sur la sécurité alimentaire et nutritionnel ; la fourniture aux ménages de races de bétails améliorés ; le renforcement de la santé animale et l'utilisation d'intrants agricoles.

Lutte contre la fraude fiscale

# L'Organisation Mondiale des Douanes déploie son expertise à Lomé

*(Togo First) - Depuis le lundi 25 septembre jusqu'au 29 du mois en cours, des acteurs douaniers du Cameroun, du Congo, du Madagascar, de la République Démocratique du Congo, et du Togo planchent sur des pratiques douanières opérationnelles en matière de lutte contre la fraude et de saisie à Lomé.*

A l'initiative de l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD), il s'agit d'une formation des acteurs douaniers sur « le recueil des pratiques opérationnelles douanières

en matière de lutte contre la fraude et de saisie (COPES) ». La rencontre devrait permettre aux experts douaniers des 5 pays d'actualiser et améliorer les pratiques habi-

tuelles de contrôle en tenant compte de l'évolution du commerce international.

Concrètement, la question de la contrebande des marchandises illicites ainsi que le ciblage et l'examen des marchandises à haut risque, et les meilleures pratiques internationales seront au menu des discussions.

« Face au développement du commerce international, toutes les douanes du monde

sont appelées à simplifier leurs procédures et à faciliter le passage en douane en vue d'assurer la libre circulation des personnes et des biens. Dans ce contexte, elles doivent moins contrôler, mais mieux », affirme le commissaire Atta-Kakra Essien, représentant le commissaire général de l'OTR.

Pour rappel, le Programme sur les pratiques opérationnelles douanières en matière

de lutte contre la fraude et de saisie (COPES) est élaboré par les membres de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) afin d'inciter les autorités douanières à "contribuer plus efficacement à la conduite d'enquêtes en lien avec le crime organisé et avec d'autres infractions portant atteinte à la sécurité aux frontières".

5ème édition du forum pour la résilience en Afrique (ARF)

## L'événement tiendra ses promesses du 03 au 05 octobre 2023

*Les décideurs politiques et des praticiens des communautés de l'action humanitaire, du développement, de la paix et de la sécurité, des secteurs public et privé, du monde universitaire et de la société civile se réuniront du 03 au 05 octobre prochain à Abidjan en Côte d'Ivoire, pour le compte de la cinquième édition du forum pour la résilience en Afrique (ARF).*

**Bernard AFAWOUBO**

**A**xé autour du thème « financer la paix, la sécurité et le développement pour une Afrique prospère et résiliente », cette cinquième édition du forum pour la résilience en Afrique explorera de nouvelles idées sur la manière d'étendre les approches d'investissement positives pour la paix qui créent la sûreté, la sécurité et une paix durable pour les communautés. Ceci dans le but de combler le déficit de financement des pays africains en proie à des conflits et à la fragilité, réduire les risques pour les communautés et les investisseurs et veiller à ce qu'ils ne soient pas laissés pour compte.

Il sera question pour les 250 participants attendus d'échanger des connaissances et des idées novatrices sur la manière de favoriser la paix et la stabilité dans les pays fragiles et peu sûrs, et de renforcer les partenariats dans les domaines de l'action humanitaire, du développement et de la paix grâce à des normes, des orientations, des approches et des structures novatrices en matière de financement de la paix.

Les objectifs du Forum africain sur la résilience seront



entre autres de renforcer les partenariats entre les gouvernements nationaux, le secteur privé, la société civile et les partenaires du développement, ainsi que le réseau constitué par les spécialistes de l'action humanitaire, de la consolidation de la paix et du développement en vue de nouvelles approches de financement de la paix ; de donner un nouvel élan politique pour s'attaquer aux sources de conflit et de fragilité en Afrique par le biais d'investissements positifs en faveur de la paix, notamment pour faire face aux effets accélérés du changement climatique, aux pressions exercées sur le continent par la reprise de la COVID-19, à l'augmentation

de la dette, aux vulnérabilités économiques et à la guerre en Ukraine ; de générer une nouvelle réflexion et des actions tangibles sur la manière de mobiliser un financement du développement et des investissements privés favorables à la paix dans les zones fragiles et touchées par les conflits en Afrique.

Au cours de ce forum, la Banque africaine de développement profitera de l'occasion pour partager ses dernières réflexions sur l'agenda de la fragilité et de la résilience et de faire part de certaines des nouvelles initiatives mises en œuvre dans le cadre de la nouvelle stratégie de la Banque pour lutter contre la fragilité et renfor-

cer la résilience en Afrique (2022-2026).

Plusieurs résultats sont attendus à l'issue de cette cinquième édition du forum sur la résilience en Afrique

vés, pour servir de ressources en matière d'échange de connaissances, de démonstration pour le système multilatéral au sens large de la façon dont les IFI peuvent devenir des « agents de la paix » et soutenir des actions de suivi tangibles de la part des partenaires.

Soulignons qu'au cours des deux dernières décennies, plus de 469 000 Africains ont perdu la vie à cause des conflits et de l'insécurité, et le nombre de personnes déplacées a atteint un niveau record et continue d'augmenter. Les zones touchées par les conflits et l'insécurité en Afrique sont laissées pour compte. L'année dernière, plus de 23 000 événements liés à des conflits ont touché le continent, contre environ 3 000 en 2009. En 2022, l'Afrique comptait 34,8 millions de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Dans des régions telles que la Corne de l'Afrique, le Sahel, le bassin du lac Tchad et les Grands Lacs, la fragilité s'étend au-delà des frontières nationales, créant des complexes de conflits régionaux où la pauvreté persistante, la dégradation de l'environnement et l'instabilité politique se renforcent mutuellement. Au total, environ 250 millions d'Africains vivent dans des zones touchées par la fragilité et les conflits.

(ARF) notamment la mise en évidence de nouvelles opportunités et une réserve innovante d'investissements privés favorables à la paix qui répondent aux défis structurels et sociaux auxquels le continent est confronté ; Des coalitions multipartites et des partenariats nouveaux et renforcés pour des approches de financement de la paix - des approches d'investissement qui ont un impact voulu, vérifiable et rigoureux sur les résultats en matière de paix et de sécurité dans les communautés dans lesquelles elles sont mises en œuvre ; et un rapport publié du Forum (ARF2023 Report) et des enregistrements conser-

Culture

## Le Togo, pays protecteur des us et coutumes

*Ne dit-on pas qu'une « société n'est vertébrée que par ses coutumes » ? Le Togo est justement attaché aux usages coutumiers et aux valeurs socio-traditionnelles qui représentent aussi des symboles de développement.*

**Patience SALLAH**

Les fêtes traditionnelles demeurent alors des événements annuels de retrouvailles, de convivialité et d'affirmation de l'identité culturelle qui ne sont pas négligées sur le territoire, ni par les gouvernants, encore moins les habitants eux-mêmes.

Après deux ans de suspension à cause des restrictions imposées par la pandémie de la Covid-19, le pays a rouvert la voie à la célébration des fêtes traditionnelles depuis l'année 2022.

Importante destination touristique dans le Golfe de Guinée, le nombre de visiteurs est toujours en hausse au

Togo. 983 969 touristes ont visité le pays en 2021 contre 481 706 en 2020. Les fêtes traditionnelles sont en effet des événements particuliers qui attirent ces touristes.

Le ministère de la Culture et du Tourisme s'emploie à faire la promotion de ces manifestations culturelles à l'étranger. L'un des derniers actes en date est la Foire internationale du tourisme (Fitur) tenue à Madrid en janvier 2023, au cours de laquelle le Togo a exposé ses multiples attraits touristiques, maté-

riels et immatériels.

Le pays abrite au moins 40 groupes ethniques, ce sont autant de fêtes traditionnelles qui ont lieu tous les ans dans les localités. Quelques-unes se sont imposées comme des événements d'envergure et à caractère touristique. C'est l'exemple des Evala (luttons traditionnelles en pays Kabbyè), d'Agbogbo-Za (en pays Éwé) ou encore d'Epe-Ekpé (chez les Guins).

Le soutien de l'exécutif se traduit par la présence du chef de l'État, de la cheffe

du gouvernement et plusieurs autres personnalités publiques à nombre de ces événements culturels. Preuve de l'engouement que cela suscite.

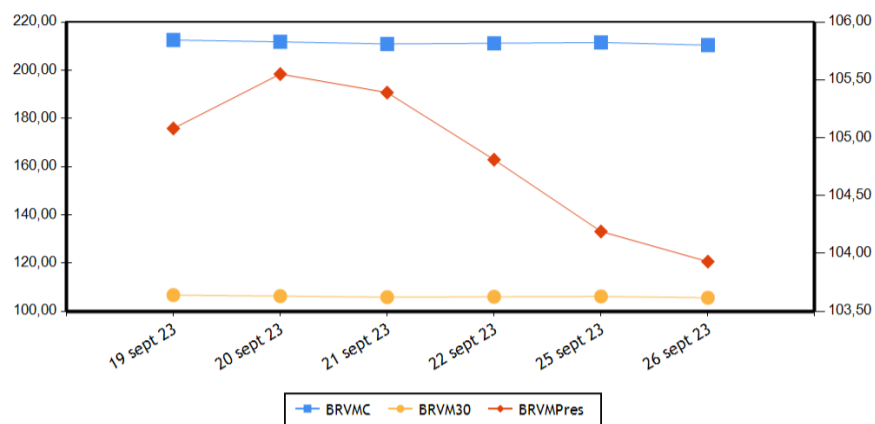
C'est donc dire que les fêtes traditionnelles contribuent au renforcement de l'harmonie sociale. Ce sont incontestablement des leviers de développement social et économique sur lesquels les pouvoirs publics entendent s'appuyer davantage pour un pays paisible et inclusif.

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>210,39</b>
Variation Jour	-0,52 % ↓
Variation annuelle	3,53 % ↑

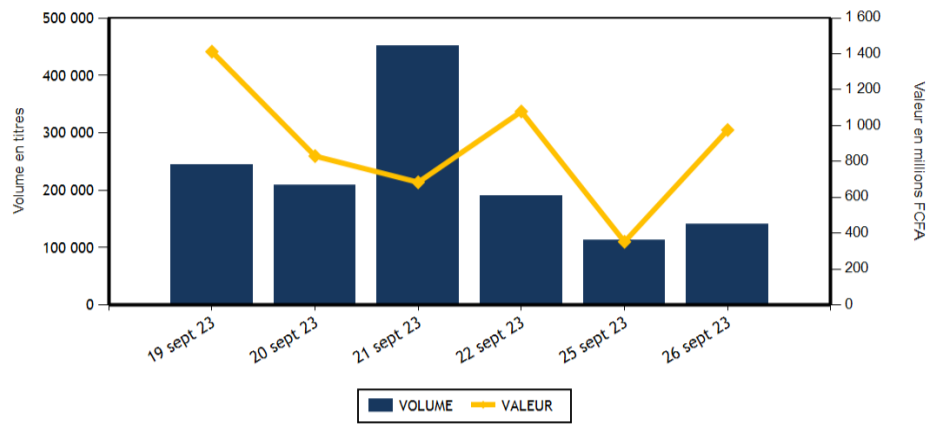
<b>BRVM 30</b>	<b>105,64</b>
Variation Jour	-0,53 % ↓
Variation annuelle	5,64 % ↑

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>103,93</b>
Variation Jour	-0,25 % ↓
Variation annuelle	3,93 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 826 938 196 008	-0,53 %
Volume échangé (Actions & Droits)	77 113	-31,80 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	362 957 644	3,10 %
Nombre de titres transigés	43	0,00 %
Nombre de titres en hausse	10	-16,67 %
Nombre de titres en baisse	17	13,33 %
Nombre de titres inchangés	16	0,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 139 097 427 176	-0,12 %
Volume échangé	63 572	276 300,00 %
Valeur transigée (FCFA)	612 588 800	268 933,29 %
Nombre de titres transigés	2	100,00 %
Nombre de titres en hausse	0	
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	1	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NESTLE CI (NTLC)	9 180	7,06 %	11,34 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 840	5,58 %	-27,64 %
SETAO CI (STAC)	1 145	5,05 %	20,53 %
SAPH CI (SPHC)	2 900	3,39 %	-41,94 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	4 880	2,09 %	-15,64 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	505	-7,34 %	-25,19 %
SOGB CI (SOGC)	3 480	-7,20 %	-38,62 %
TOTAL CI (TTLC)	2 010	-6,29 %	6,07 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	660	-5,04 %	-2,94 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 120	-4,27 %	-30,00 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	103,93	-0,25 %	3,93 %	38 306	234 672 359	6,46
BRVM-PRINCIPAL	36	102,24	-0,63 %	2,24 %	38 807	128 285 285	13,38

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	106,25	1,79 %	1,95 %	9 413	16 360 430	31,69
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	502,11	-1,13 %	2,64 %	22 575	201 645 860	8,67
BRVM - FINANCES	15	84,88	0,15 %	12,41 %	23 626	88 539 689	6,61
BRVM - TRANSPORT	2	359,60	1,34 %	5,24 %	675	994 875	7,97
BRVM - AGRICULTURE	5	185,34	-3,69 %	-34,64 %	10 314	44 279 375	9,32
BRVM - DISTRIBUTION	7	357,22	-1,64 %	-0,37 %	10 364	10 974 095	12,56
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 412,79	5,05 %	20,53 %	146	163 320	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,28
Taux de rendement moyen du marché	8,05
Taux de rentabilité moyen du marché	8,80
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	127
Volume moyen annuel par séance	485 244,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 066 839 386,71

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	2,51
Ratio moyen de satisfaction	6,67
Ratio moyen de tendance	265,21
Ratio moyen de couverture	37,71
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	3,83
Nombre de SGI participantes	28

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)  
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottant)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
 Fax : +225 20 32 66 84  
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org



Construction de l'Autoroute du corridor Abidjan – Lagos

## La CEDEAO et la BAD organisent la 1ère Table ronde des Institutions financières de Développement (IFD)

La Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en collaboration avec la Banque Africaine de Développement (BAD) organise, le mardi 26 septembre 2023 à Abidjan (République de Côte d'Ivoire), une table ronde des bailleurs de fonds et des principales IFD régionales et internationales afin de les informer et de les sensibiliser sur le projet de construction de l'autoroute du corridor Abidjan – Lagos.

### ABIDJAN – LAGOS CORRIDOR HIGHWAY



Cette table ronde est initiée suite à l'instruction donnée à la Commission de la CEDEAO par l'Autorité des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO lors de son 63ème Sommet Ordinaire en collaboration avec la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO

(EBID) et la Banque Africaine de Développement (BAD), ainsi que d'autres partenaires de développement et le secteur privé, pour lancer des efforts vigoureux de mobilisation de ressources pour financer la construction de l'autoroute Abidjan-Lagos. À cette fin, le ministère de l'Infrastructure, de l'Énergie

et de la Numérisation a engagé la Banque africaine de développement (BAD) et l'EBID pour entamer des consultations conjointes avec d'autres institutions régionales et internationales de financement du développement (IFD), afin de mettre en valeur les besoins et les opportunités dans le projet d'autoroute du

corridor Abidjan-Lagos, en fournissant des mises à jour sur l'information et la mise en œuvre. Par la suite, les investisseurs privés et les bailleurs de fonds seront également engagés à travers plusieurs sessions de sondage de marché, une fois les études techniques terminées

L'objectif principal de cette table ronde des IFD est de réunir les principales IFD régionales et internationales afin de leur fournir les dernières informations sur cet important projet régional. Cette réunion servira également de plate-forme de sensibilisation et de « test de marché souple » du projet pour susciter l'intérêt des investisseurs et tenir compte de leurs recommandations et exigences. Cela se fait pendant que des efforts sont en cours pour finaliser les études techniques en octobre 2023.

Il convient de rappeler que le projet de construction du corridor Abidjan-Lagos est une autoroute supranationale de 1028 km qui constitue une

partie importante du réseau routier transafricain qui reliera les capitales économiques de cinq pays d'Afrique de l'Ouest, à savoir la Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin et Nigeria. Le projet d'autoroute commence à Bingerville, à Abidjan, en Côte d'Ivoire, et se termine à Lagos, au Nigeria. Il s'agit de la première phase de l'autoroute Transafricaine numéro 7 qui commence par la liaison maritime de Praia au Cabo Verde en passant par Dakar jusqu'à Abidjan par la route.

Ce projet, conforme aux objectifs de la Vision 2050 de la CEDEAO, a pour objectifs clés (i) de faciliter la circulation des personnes et des marchandises et (ii) d'accélérer le commerce et les transports, régionaux et internationaux, en améliorant les infrastructures routières. À terme, le corridor de transport sera transformé en un corridor de développement pour stimuler l'investissement, le développement durable et la réduction de la pauvreté dans la région.

E-commerce

## Ouagadougou accueille la 2e édition du Forum inclusif sur le commerce électronique (FICEL)

Du 25 au 26 septembre 2023, le Burkina Faso tient la deuxième édition du Forum inclusif sur le commerce électronique (FICEL) à Ouagadougou. Les discussions ont été lancées le lundi 25 septembre 2023 entre acteurs du e-commerce et départements ministériels.

En partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le ministère du développement industriel, du commerce, des petites et moyennes entreprises a donné le top départ des activités de la deuxième édition du FICEL. C'est un forum de 48 heures de réflexions sur le commerce électronique ; qui est devenu aujourd'hui un système incontournable dans le domaine du commerce international.

L'objectif général de cette deuxième édition du FICEL est de capitaliser les acquis du FICEL 2021 et explorer

les pistes de solutions pour une contribution significative du commerce électronique à l'emploi et à l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes au Burkina Faso.

Également c'est une opportunité pour les acteurs du commerce électronique et les départements ministériels de discuter auteurs des enjeux, et les défis qui découlent de l'évolution du commerce électronique, selon Serge Poda, ministre du Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises.

Pour Alfredo Teixeira, le représentant du Programme des



Nations Unies pour le Développement (PNUD) au Burkina, le commerce électronique constitue un point de départ imbattable pour l'autonomisation économique des jeunes filles et garçons. « Il offre un énorme potentiel pour de nouvelles entreprises et d'innombrables emplois liés à des compétences déjà détenues par les jeunes », a-t-il indiqué. L'édition 2023 du FICEL se tient sous le thème « Réponses aux défis de l'emploi et de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes : opportunités

du commerce électronique au Burkina Faso ». La mise en place de l'initiative dénommée « FICEL ACADEMIE » à travers laquelle le ministère du commerce cherche à déceler les solutions de commerce électronique portées par des jeunes talents numériques et technologiques au sein des universités et écoles de commerce au Burkina Faso est l'innovation majeure.

Le ministre en charge du commerce dit attendre de ces 48 heures de discussion des propositions qui permettront

de façonner le e-commerce, adaptées aux réalités du Burkina Faso.

En rappel, le commerce électronique a connu une croissance exponentielle à l'échelle mondiale offrant des possibilités économiques considérables et l'internet contribue à la formation du produit intérieur brut (PIB) et pourrait atteindre 712 milliards de dollars en 2050, soit 8,5% du PIB total de l'Afrique, selon une étude publiée par Accenture en 2022.

Burkina 24

Golfe 2

## Le CINU-Togo sensibilise à la paix à travers une opération de salubrité dans la commune

*(Société Civile Médias) – Au Togo, le Centre d'Information des Nations Unies (CINU-Togo) a marqué de son empreinte la Journée internationale de la paix, célébrée le 21 septembre dernier. Ceci, par une opération de salubrité organisée dans la commune Golfe 2 en collaboration avec les Comités de développement de quartier (CDQ) de Tokoin Tamé, Wuiti et Aviation et axée sur le thème « Action en faveur de la paix : nos ambitions pour les objectifs mondiaux ».*

À travers cette opération de salubrité tenue le samedi 23 septembre 2023 aux abords du Boulevard Eyadema, il s'agissait de célébrer la Journée internationale de la paix au Togo par une action en faveur de la paix et de sensibiliser la jeunesse à s'engager pour les objectifs mondiaux.

Pour Nadia Zibilila, responsable du CINU-Togo, cette activité d'assainissement qui s'est déroulée au niveau d'un symbole historique du pays, la Colombe de la paix, témoigne de l'importance de la journée du 21 septembre pour le Togo.

« Notre présence ici vise à rendre propre les abords de ce monument qui symbolise la paix. Comme l'a dit le Secrétaire général des Nations Unies, la paix n'est pas seulement un mot mais des actions. Notre action entre dans la droite ligne du vivre ensemble. Nous avons remar-

qué que les riverains étaient contents quand on essayait de rendre propre les abords de cette route qui est très empruntée. Nous avons organisé cela avec les CDQ. C'est une activité utile pour le quartier et pour le tout le monde », a-t-elle fait savoir.

En plus d'avoir permis de rendre propre le carrefour de la Colombe de la paix, l'opération a été l'occasion de distribuer des flyers avec des messages de paix aux riverains et usagers de ce carrefour et de susciter l'engagement des jeunes des quartiers de la commune Golfe 2 à l'action pour un avenir plus vert, plus équitable, plus juste et plus sûr pour tous.

Selon Nadia Zibilila, le thème de cette année est assez explicite. « Chacun à son niveau peut cultiver la paix, le dialogue, la diplomatie plutôt que d'être véhément. Chacun, à un niveau individuel, peut participer à la paix et

privilegier les dialogues et les négociations », précise-t-elle. L'initiative a su fédérer des jeunes mobilisés par les différents CDQ qui ont collaboré dans l'organisation de l'activité aux côtés du CINU-Togo. Ils sont plusieurs jeunes venus de différents quartiers de la commune Golfe 2 et ont tous contribué à mettre au propre les abords du Carrefour Colombe de la paix. Des riverains sensibilisés sur place n'ont pas hésité à se joindre au groupe pour apporter pour participer à l'opération.

« J'ai accepté de participer à cette activité parce que je suis un jeune, j'aime la paix et le développement de mon quartier. Je profite de l'occasion pour demander à tous les jeunes des autres quartiers de privilégier ce genre d'activité qui contribue à notre développement », exhorte Sultane Atcha Dedji, jeune du quartier Tokoin Tamé.



Pour Elom Amavi d'Almeida, président CDQ Tokoin Tamé, il s'agit de rappeler les fondamentaux pour la paix et de promouvoir cette paix parce que le monde en a besoin.

« Vous savez qu'actuellement le monde est secoué par des crises un peu partout. En ce jour où nous sensibilisons pour la paix, les dirigeants du monde sont au Nations-Unies pour réfléchir à cette question. C'est la preuve que rien ne peut se faire sans la paix. Et il est temps que tout le monde en soit conscient et fasse des efforts pour préserver et favoriser la paix », insiste-t-il.

Dans son message à l'occasion de la célébration de cette journée, António Guterres, Secrétaire général des Nations-Unies, a rappelé que « Pour faire advenir la paix, il

faut agir pour faire progresser plus vite la réalisation des objectifs de développement durable en veillant à ne laisser personne de côté. Agir pour mettre fin à la guerre sur notre planète, naturellement généreuse. Agir pour défendre et protéger les droits humains et la dignité de chacun, particulièrement en cette année de célébration du soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Agir en utilisant les outils de toujours que sont la diplomatie, le dialogue et la collaboration. Autant de moyens de désamorcer les tensions et de faire cesser un conflit. Et agir pour les millions de personnes qui connaissent les affres de la guerre ».

Blitta

## Les activités de l'Agence nationale de formation des collectivités territoriales lancées

*Blitta-gare, 26 sept. (ATOP) – Le ministre de l'Administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires, Col. Hodabalo Awaté a lancé les activités de l'Agence nationale de formation des collectivités territoriales (ANFCT), le lundi 25 septembre à Blitta, lors d'un séminaire inaugural. Il avait à ses côtés, son collègue délégué chargé du Développement des territoires, Edjéba Essomanam.*

Ce séminaire est organisé par le ministère, avec l'appui de la GIZ, à travers la 4e phase de son Programme décentralisation et gouvernance (ProDeG IV). Il a réuni les 117 maires du Togo et leurs adjoints, des secrétaires généraux des mairies, et des directeurs centraux. Les préfets et secrétaires généraux de la région Centrale ainsi que des représentants des partenaires techniques et financiers ont aussi pris part à cette

rencontre.

Outre le lancement des activités de l'ANFCT, il s'est agi d'entretenir les participants sur les fondamentaux des collectivités territoriales. Les élus locaux ont suivi quatre communications sur « Les rénovations du cadre juridique et institutionnel et les compétences » ; « Les finances des collectivités territoriales » ; « La fiscalité locale : état des lieux et perspectives » ; et « La modernisation de l'état civil au Togo ».

Ces modules sont développés par les cadres du ministère concerné et celui de l'Economie et des finances.

Le ministre de l'Administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires, Col. Hodabalo Awaté a indiqué que la formation des acteurs de la gouvernance locale constitue un déterminant majeur de l'approfondissement du succès et des résultats attendus de ce choix d'organisation et de gestion

du territoire national. Pour lui, en raison de l'importance de la formation des ressources humaines, le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé n'a pas hésité à doter le pays d'un cadre juridique afin d'offrir aux collectivités territoriales des compétences nécessaires pour une décentralisation réussie. Le ministre Hodabalo Awaté a salué l'appui multiforme des partenaires techniques et financiers dans le processus de décentralisation au Togo.

Le préfet de Blitta, Batossa Boukari a souligné que la création de l'ANFCT vient affirmer, encore une fois, la bonne foi du président de la République qui affiche au grand jour sa volonté en faveur d'un élan démocratique exprimée dans le contexte de décentralisation et du développe-

ment des territoires. Il a promis, au nom de ses collègues de la région Centrale, travailler main dans la main avec les élus locaux pour la réussite de ladite agence. Le directeur général de l'ANFCT, Deny Komi Dodzi, a fait savoir que la création de cette agence vise à assurer non seulement la formation des élus locaux mais aussi celle de tous les acteurs impliqués dans le processus de décentralisation, notamment les personnels des collectivités territoriales. « Elle va poursuivre et approfondir le processus de décentralisation au Togo, et contribuer non seulement à soutenir la performance des collectivités territoriales mais aussi à communiquer une véritable culture de l'action publique au plan local », a-t-il ajouté.

# Plus de 4 Millions d'abonnés !

N'LABALÉ  
 AKPÉ  
 KOUTCHÉ  
 KOKARI  
 ERA MEG'BE EWLESSE  
 AKPÉ AKPÉ  
 KOUTCHÉ  
 KOKARI M'BO  
 M'BO EWLESSE  
 ERA MEG'BE KOKARI  
 MERCI N'LABALÉ  
 ERA MEG'BE THANKS  
 BALK  
 EWLESSE  
 KOKARI

togocom.tg   

**Avancer. Pour vous. Pour tous.**



**Togocom**